



Le Snpjs Cgt vous présente ses meilleurs vœux de solidarité, de justice sociale et de paix

mercredi 24 janvier 2018, par [Bariaud](#)

En 2018, s'il est une attente dans la société et chez les salarié·es c'est bien celle de l'égalité professionnelle et de l'égalité salariale.

L'année 2018 sera celle du 50ème anniversaire de mai 68.

En écho aux manifestations et grèves de 2016-17, revenons un instant sur cet événement majeur, il y a 50 ans, qui avait abouti au Constat de Grenelle (accords). Il avait en fait pris naissance en France dès l'année précédente lors des manifestations chez Rhodia contre les ordonnances de De Gaulle qui planifiaient le démantèlement du principe d'égalité des droits. Les salarié·es avaient à l'époque combattu les décideurs d'alors qui voulaient imposer l'idée selon laquelle le capitalisme libéral, les lois répressives et la sécurité sont le mouvement naturel des choses contre lequel on ne peut rien...

Dans notre pays où tant de salarié·es souffrent du mal travail tandis que des millions souffrent d'en être privés, la CGT porte au cœur de sa démarche la question du travail. « Derrière ce mot, nous parlons de son organisation, du paiement des qualifications et de l'expérience, de la formation initiale et continue, des souffrances qu'il peut générer sur la santé » affirme la CGT dans une déclaration où elle met en avant une série d'exigences telle :

- l'augmentation des salaires avec pour référence le SMIC à 1800€,
- l'augmentation des pensions,
- une réduction du temps de travail avec comme référence une durée de 32 heures hebdomadaires
- un nouveau statut du travail et une sécurité sociale professionnelle,
- une protection sociale de haut niveau,
- des moyens supplémentaires pour les services publics, la santé, la culture, l'éducation et la construction d'une véritable Europe sociale.

2017 aura battu les records des dividendes versés aux actionnaires, alors que les salarié·es devront elles-eux se contenter d'une faible revalorisation du SMIC, bien loin des 1800€. Rappelons aussi que 62% des personnes payés au SMIC sont des femmes.

Tandis qu'un syndicat allemand, et pas forcément des plus révolutionnaires, revendique la semaine de travail à 28h et 6% d'augmentation générale pour les salarié·es de la métallurgie, oui nous avons tout intérêt à rester utopistes et à nous battre pour de grandes idées.

Par un tour de passe-passe social, les salarié·es se verront exonérer d'une part de cotisation sociale mais devront s'accommoder d'une hausse de 1,7% d'augmentation de la CSG. Soit 285€ net par an à déduire de la feuille de paie... le tout au détriment du salaire socialisé.

Les réformes libérales s'accumulent pour toujours plus de concurrence entre les territoires et entre les citoyen·nes. En effet les réformes des collectivités et des administrations territoriales de l'État sont dictées par le dogme libéral de la " chasse aux dépenses publiques" de la flexibilité des personnels de la

détérioration des conditions de travail et du déni de démocratie politique et sociale.

Partout déconstruisons le discours libéral pour y opposer nos propositions.

En 2017 quelle a été notre activité syndicale ?

Nous souhaiterions vous faire partager un bilan de ce que vos représentant·es syndicaux ont défendu tout au long de l'année écoulée.

Nous avons défendu des salarié·es du privé comme des agent·es du public confrontés à des difficultés au quotidien face à leur employeur ou à leur hiérarchie.

- 5 situations de harcèlement,
- 2 procédures engagées de licenciement,
- 2 négociations de versement de NBI,
- la question de l'avancement pour les agent·es de l'Éducation nationale en poste avenue de France,
- et nous avons aussi répondu aux demandes spécifiques de différents agent·es (médecine du travail , perception de rémunération).
- Nous avons soutenu la campagne de revalorisation des catégories Cet B qui agissent dans notre champ « jeunesse et sports ».

Les lieux d'exercice des salarié·es ont concerné le Ministère des sports, de l'Éducation nationale, des Creps, l'Afld, une école nationale, des fédérations sportives, des services déconcentrés.

Nous avons participé à des groupes de travail (aboutis ou encore en cours cette année) qui touchent les conditions de travail comme l'organisation du temps de travail, le télétravail. Nous travaillons au projet d'évolution des métiers techniques, pédagogiques et d'inspection.

A côté de la gestion des ressources humaines le syndicat participe aux travaux engagés par les Ministères dont l'impact est large et concernent les missions de services publics du sport de la jeunesse et de l'éducation populaire. C'est la société, son organisation qui sont directement impactées par les décisions qui sont prises in fine.

Nous citerons pêle-mêle, les métiers du sport et de l'animation, l'observatoire des métiers, les commissions de la branche sport, la gouvernance du sport, les Jeux olympiques...

Le Snpj CGT continuera tout au long de l'année qui débute d'affirmer l'importance de la dimension nationale de nos politiques publiques d'éducation populaire, de jeunesse et de sport en tant que garante des principes et des moyens qui assurent la satisfaction des besoins et des droits de chacun et de tous sur l'ensemble du territoire.

Ensemble on est plus fort ! Je prends mon destin en mains, j'adhère à la CGT !